

Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux de participer aujourd'hui, même par ce truchement d'une visioconférence, à la première réunion jamais organisée réunissant toutes les banques publiques de développement du monde et tous leurs partenaires.

Parce que nous avons tous compris qu'il nous faut changer en profondeur et reconstruire, c'est une initiative forte et utile. J'en félicite les organisateurs et tous les partenaires du Sommet Finance en commun. En particulier la Fédération mondiale des institutions financières de développement (WFDFI). Les banques multilatérales partenaires. Et l'*International Development Finance Club* (IDFC) que préside l'Agence Française de Développement, à l'origine de ce Sommet.

Nous venons, avec plusieurs autres chefs d'Etat, avec le Secrétaire Général des Nations Unies, la Directrice Générale du Fonds Monétaire Internationale, la Présidente de la Commission européenne, de débattre et de dégager les principes d'une action internationale renouvelée et renforcée pour dépasser cette crise, et changer ce qui doit l'être dans nos façons de produire, de consommer et de coopérer, pour que les liens sociaux et l'environnement soient préservés, protégés, reconstruits.

Dans la continuité de cet échange sur les principes qui doivent refonder le multilatéralisme, nous avons tenu à participer au Sommet Finance en Commun, pour passer à l'action en mobilisant le plus fortement possible nos banques publiques.

Ce sommet est une preuve. Une preuve que notre transformation est possible. En vous réunissant aujourd'hui, en faisant émerger une coalition inédite par son ampleur, sa diversité et son rôle de plateforme entre tous les acteurs financiers, vous venez nous rappeler qu'il est possible de construire des réponses communes, cohérentes, concertées, aux grands défis globaux. Votre présence à tous l'atteste : un consensus profond existe sur l'urgence de combattre le dérèglement climatique et sur la nécessité de construire un monde plus juste, équitable et durable. Mais aussi sur la nécessaire complémentarité de ces agendas. Nous ne pouvons plus parler désormais de trajectoires de développement sans prendre en compte les impacts du changement climatique. Nous ne pouvons plus agir pour le climat sans prendre en compte les inégalités sociales.

Il y a quelques jours, les Etats unis sont sortis officiellement de l'accord de Paris sur le climat. Le résultat des élections ouvre la voie à un retour au premier jour. Nous l'avons souhaité, dès les premières heures vous le savez, nous nous sommes battus pour cela, et c'est la preuve qu'il fallait tenir bon face à tous les vents mauvais. Je me souviens des *One Planet Summit*, du G7 de Biarritz, du sommet Action Climat de New York en septembre 2019, et de tant d'autres réunions internationales organisées depuis trois ans pour sauver notre capacité d'action collective. Nous y sommes parvenus.

Il y a quelques semaines la Chine a confirmé sa disposition à avancer conformément aux engagements pris. L'Union européenne prendra dans les jours et semaines à venir des décisions structurantes pour elle-même. Le 12 décembre, jour du cinquième anniversaire de l'accord de Paris, sera le temps de la clarification. Des engagements tenus et à venir.

Soyons collectivement au rendez-vous. Maintenant. Plus que jamais. *Make our planet great again* est une possibilité. Pas seulement dans les mots. Dans la réalité.

Ici, il ne s'agit plus de rechercher un accord international – nous l'avons trouvé il y a cinq ans déjà avec l'accord de Paris sur le climat, celui de New York sur les Objectifs de Développement Durable et à Addis

Abeba sur le financement du développement. Non, il s'agit de passer à l'acte, de passer à l'échelle et d'entraîner avec nous tous les acteurs de bonne volonté.

Je suis donc heureux de voir qu'aujourd'hui, à ce moment très précis de notre vie internationale, vous venez vers nous avec la volonté de « *financer en commun* » nos politiques et notre transformation. Avec la capacité d'agir à tous les niveaux, multilatéral, international, régional, national et local, puisqu'il existe des banques publiques de développement dans chacun des pays du monde. Avec la volonté de répondre en même temps, dans chacun des projets que vous financez, aux enjeux environnementaux et sociaux. Et avec l'ambition de démultiplier les 2 300 milliards de dollars que vous investissez déjà chaque année, en agissant comme des plateformes dans chacun des pays, comme le G20 l'a appelé de ses vœux.

Ce que vous êtes en train de créer, c'est une nouvelle infrastructure financière publique globale, qui n'avait jamais été conçue à cette échelle et dont nous avons tellement besoin, aux côtés des budgets des gouvernements et des outils des banques centrales. Une nouvelle infrastructure capable de relancer l'investissement public, de façon contra-cyclique pendant les crises, et d'accélérer la mobilisation de la finance privée au service de l'Accord de Paris et des ODD. Une architecture capable de mobiliser l'épargne partout où elle se trouve dans le monde et de l'orienter plus efficacement là où sont les opportunités d'investissement les plus prometteuses, au Sud, en particulier. Une architecture capable de stimuler les investissements de développement durable.

Je vous invite à faire entendre votre voix plus fortement, distinctement dans les débats internationaux. Une voix concrète, constructive, entrant en dialogue avec celles, tout aussi essentielles, des collectivités locales, des financiers privés, des entreprises, de la société civile, des philanthropes.

J'y suis particulièrement sensible car les banques publiques de développement ont joué un rôle majeur dans l'histoire économique de la France. Et elles sont aujourd'hui aux avant-postes face à la crise de la COVID19 et pour la transformation que j'ai engagée depuis plus de trois ans.

C'est en France qu'est née en 1816 la plus ancienne banque publique de développement du monde, devenue le groupe Caisse des Dépôts et Consignations. Et dans la crise que nous traversons, ce groupe s'est immédiatement mis au service de la relance et consacre une part importante de ses fonds propres, à hauteur de 26 Mds € pour que la reprise économique soit la plus rapide, la plus responsable, la plus durable possible, dans de nombreux domaines comme le logement ou le soutien aux entreprises et à l'économie, le renforcement de la cohésion sociale et bien sûr de la transition écologique et énergétique. Avec la Banque des Territoires et Bpifrance, ce sont plus de 40 Mds d'euros consacrés à la lutte contre le changement climatique d'ici à 2024, en changeant d'échelle sur de nombreux sujets qui permettront de réduire nos émissions de CO2. Il n'y a donc aucune fatalité, et ce groupe aide un écosystème d'innovation en matière de développement durable pour qu'il se structure, et pour avancer aussi en matière de prêts et de fonds propres.

C'est au service de la France et de l'Afrique qu'est née également, à Londres en 1941 fondée par le Général de Gaulle pour être la Caisse de la France libre, la plus ancienne banque publique internationale du monde : le groupe Agence Française de Développement. Au service du climat, de la biodiversité et des ODD, en Afrique, dans le monde émergent et dans nos outremer, ce groupe œuvre pour un monde en commun, et atteint 14 Md€ de financement annuel en 2019. L'AFD ira plus loin dans l'appui aux politiques publiques de nos partenaires avec l'entrée d'Expertise France dans le groupe AFD. Je remercie aussi l'AFD d'aider à faire de Paris une capitale des solutions pour le développement durable, avec toutes les institutions internationales qui y résident, et avec notre Place financière, à la pointe du combat pour la finance verte et durable.

Je veux enfin souligner le rôle important des banques publiques de développement dans la nouvelle étape de la construction de l'Union Européenne. Je sais que la BEI, la BERD, la Banque de développement du Conseil de l'Europe et les banques publiques de différents Etats d'Europe ont

Le développement du Conseil de l'Europe et les banques publiques de différents Etats d'Europe ont participé très activement à vos travaux. Elles sont engagées avec force pour soutenir le *Green New Deal* européen et dans la coopération internationale, en particulier avec l'Afrique. Avec nos partenaires européens, nous allons transformer, renforcer la BEI pour en faire une véritable « *Banque européenne du climat* », renforcer la force de frappe des banques européennes de développement en structurant un système d'action plus lisible, plus articulé, plus coordonné.

Vous l'avez compris, nos banques publiques proposent aujourd'hui, de contribuer à engager une nouvelle étape du développement de nos sociétés. Faite de respect, de coopération internationale, d'engagement de chacun de nos Etats, le local, le national, le régional, du productif au social. Nos banques nous proposent au fond de relier, de réconcilier, comme jamais, les échelles d'espace, de temps, et la cohérence d'une action pour aider au développement durable. En insistant sur notre devoir de solidarité et le souci des plus pauvres, dans le monde comme dans chacune de nos sociétés.

Alors je souhaite vraiment longue vie au mouvement « *finance en commun* », que vous lancez tous aujourd'hui. J'accueille très positivement la force de vos engagements collectifs et ferai en sorte que vos travaux soient reconnus et encouragés au plan international, à l'occasion des grands sommets de 2021 sur la biodiversité, le climat, le financement des économies africaines, l'égalité femme-homme et sur la sécurité alimentaire. Je souhaite en tout cas que vos travaux puissent nous éclairer au G7, au G20, et puissent surtout changer concrètement la vie de toutes celles et ceux à qui elles se destinent. Changer la vie de chacun, permettre de la rendre meilleure, c'est notre objectif à tous.

Je vous remercie.